

# *Note n°6 - 2014*

## Bateau sans boussole. Le régime Kabila en perte de cohésion

KRIS BERWOUTS

---

Novembre 2014

## SOMMAIRE

<b>1 – POUVOIR ET GOUVERNANCE EN RDC .....</b>	<b>3</b>
<b>2 – LA PRÉSIDENTE DE JOSEPH KABILA.....</b>	<b>4</b>
<b>3 – L’HOMME DANS LES COULISSES (JUSQU’EN 2012) : AUGUSTIN KATUMBA MWANKE .....</b>	<b>5</b>
<b>4 – GESTION POLITIQUE DU CONGO APRÈS LA MORT DE KATUMBA MWANKE.....</b>	<b>6</b>
<b>5 – LA DIMENSION RÉGIONALE DU RÉGIME KABILA.....</b>	<b>7</b>
<b>6 – LA PROBLÉMATIQUE INTRA-KATANGAISE.....</b>	<b>9</b>
<b>7 – UNE ARMÉE TRÈS HÉTÉROCLITE .....</b>	<b>11</b>
<b>8 – ATERRISSAGE EN DOUCEUR DU RÈGNE DE JOSEPH KABILA ? .....</b>	<b>13</b>

## 1 – Pouvoir et gouvernance en RDC

L'État congolais est d'une faiblesse légendaire : quelques jours après son indépendance mal préparée, le Congo est tombé dans une crise institutionnelle et constitutionnelle qui a mené le pays à sa première implosion. Plus tard, à l'époque du Président Mobutu, le degré de mauvaise gouvernance était tel que nous avons dû inventer des mots comme "kleptocratie" et auto-cannibalisme de l'État. Les institutions de l'État et les mandats publics étaient – et dans une large mesure, ils le sont encore – considérés comme des outils d'enrichissement personnel. Le résultat a été une crise de légitimité, un État en ruine, œuvrant en l'absence totale des instruments nécessaires pour imposer, maintenir et protéger l'État de droit. Après la fin de la Guerre froide, les différentes dynamiques en Afrique centrale ont mené la région à une avalanche de violence dans laquelle les antagonismes locaux ont été polarisés et entremêlés à ceux des pays voisins. Lors des deux guerres en République Démocratique du Congo (RDC), (1996-1997 et 1998-2002) qui suivirent le génocide au Rwanda, le Congo et plus particulièrement ses provinces de l'est devinrent le champ de bataille de « la Première Guerre Mondiale Africaine ».

Le processus de paix et les élections de 2006 ont créé le cadre de la Troisième République, mais ils n'ont pas permis à l'État congolais de renaître de ses cendres. Non seulement, l'État est resté faible, mais il a gardé sa nature fondamentalement prédatrice.

Aujourd'hui, la fragilité structurelle de l'État congolais reste la première cause d'instabilité. L'État continue à être géré selon un mode de gouvernance clientéliste, patrimonial et prédateur : « *Il s'agit d'une gouvernance qui cannibalise littéralement les fonds publics, en grande partie détournés pour alimenter les différentes clientèles des hommes au pouvoir. Il vide les institutions de leur substance en favorisant l'établissement d'un gouvernement de l'ombre, quasi privatisé, où les décisions ne se prennent pas dans les cabinets des ministres compétents mais plus souvent dans les coulisses, entre les tenants « réels » du pouvoir et les membres influents de leur clientèle respective* ». (Alex Bouvy, dans un rapport d'*International Alert* en 2012)

Chaque personnalité qui occupe une place quelconque au sein du pouvoir en RDC a sa propre clientèle à satisfaire s'il veut se maintenir. Il y a une compétition dure et constante entre les différents acteurs du pouvoir. Le résultat est un pouvoir opaque (il est difficile de savoir qui prend les décisions), fragmenté, conflictuel et en constante négociation.

## 2 – La présidence de Joseph Kabila

*Joseph Kabila Kabange* est le fils de *Laurent-Désiré Kabila*, né le 4 juin 1971 dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu. Il a participé à la lutte de libération de l'AFDL, dirigée par son père. Un an après la succession de Mobutu par Laurent-Désiré Kabila (LDK), Joseph Kabila devient chef d'état-major des Forces armées congolaises (FAC). Il est au Katanga lors de l'assassinat de LDK, le 16 janvier 2001 à Kinshasa. Il rejoint la capitale sous la protection des soldats zimbabwéens. Le 17 janvier, le gouvernement lui confie « la direction de l'action gouvernementale et le haut commandement militaire ». Le 26 janvier 2001, Kabila prête serment et devient le quatrième président de la RDC.

Le scepticisme initial autour de son installation comme chef d'État a rapidement fait place à une attitude lui accordant le bénéfice du doute et plus tard à un certain enthousiasme parce qu'il a réussi en peu de temps à débloquent l'isolement total dans lequel le régime congolais s'était trouvé pendant la dernière année de présidence de son père. Il a rouvert le dialogue avec les pays voisins et a mis le dialogue inter-congolais sur les rails. Ces ouvertures lui ont forgé l'aura d'un homme qui a réalisé le retour à la paix.

Joseph Kabila est chef d'État depuis presque quinze ans et durant cette période, il a été successivement Président d'une nation déchirée par la guerre civile (2001-2003), Président de la transition (2003-2006), premier Président élu de la Troisième République (2006-2011) dans le cadre d'élections que les observateurs ont proclamé « *free and fair* », puis réélu pour un deuxième mandat (2011-2016) lors d'élections beaucoup plus contestées. Selon la Constitution actuelle, son deuxième mandat est le dernier, mais à l'heure actuelle, le président Kabila n'a pas encore donné un signal clair sur la manière dont il envisage son futur après 2016 : céder le pouvoir à un successeur ou porter son mandat au-delà de 2016 à travers une révision constitutionnelle ou par une autre stratégie.

Au cours des dernières années, le Président Kabila a grandi dans son rôle. L'homme mature et expérimenté qui fait face à la question de la fin de son mandat est différent du jeune homme qui a accédé au pouvoir à la surprise de tout le monde, encore sous le choc de l'assassinat de son père.

Néanmoins il est important de reconnaître au moins trois faiblesses dans son leadership :

- ➔ Le Président Kabila est un mauvais communicant. À plusieurs reprises durant sa présidence, il n'a pas réussi à rassurer et reconforter la population lors des crises majeures (la crise Nkunda en 2004, l'année M23 en 2012-2013...). Cette faible capacité de communication ne concerne pas seulement l'interaction avec sa population, elle a aussi un impact négatif sur ses contacts avec son entourage immédiat.
- ➔ Il a un style de gestion qui est peu holistique et tombe facilement dans le micro-management. Son leadership est devenu très pyramidal et très peu collégial. Aucun ministre n'ose prendre une décision sans l'aval explicite du Président.
- ➔ Le Président Kabila a un problème concernant la prise de décision, surtout quand il est sous pression.

Actuellement le Président Kabila est dans un processus de réflexion sur la fin de son mandat. Il n'hésiterait probablement pas si l'opportunité de rester au pouvoir au-delà de

2016 se présentait, mais il se rend compte que cela sera très difficile de rester au pouvoir parce que :

- ➔ une partie considérable de la communauté internationale s'opposera à une prolongation de son règne ;
- ➔ une partie non négligeable (et croissante) de l'opinion publique congolaise s'opposera également ;
- ➔ sa capacité à incarner l'unité entre les forces antagonistes et les intérêts conflictuels qui traversent le régime semble s'amoinrir.

### 3 – L'homme dans les coulisses (jusqu'en 2012) : Augustin Katumba Mwanke

Fin 2006, quand Joseph Kabila venait d'être élu comme premier Président de la Troisième République, il avait une équipe de quelques individus autour de lui avec qui il gouvernait le pays et qui l'aidaient à prendre les décisions. Le cercle restreint incluait **Guillaume Samba Kaputo** (politicien originaire du Katanga mais qui a grandi à Bukavu), **John Numbi** (Mulubakat comme Kabila et militaire de carrière), **Vital Kamerhe** (politicien originaire du Sud-Kivu) et **Augustin Katumba Mwanke** (originaire du Sud-Katanga).

En quelques années, le cercle restreint a été entièrement reconfiguré : Samba Kaputo est décédé et dans les années qui ont suivi la relation entre Katumba Mwanke, John Numbi et Vital Kamerhe s'est détériorée. La relation entre Katumba Mwanke et John Numbi s'est abimée à propos de la fissure entre le Nord et le Sud-Katanga, tandis que la relation entre Katumba et Kamerhe s'est polarisée autour de la rivalité « classique » entre le Sud-Kivu et le Katanga. Cette rivalité trouve son apothéose début 2009 quand Kamerhe, président de l'Assemblée Nationale depuis le début de la législature et très populaire dans les médias et dans l'opinion publique, est obligé de démissionner après un désaccord sur l'opération Umoja Wetu. En juin 2010, John Numbi, entretemps devenu chef de la police nationale, est suspendu à cause de son implication dans l'assassinat de l'activiste pour les droits de l'homme, Floribert Chebeya.

Juste après les élections de 2006, **Augustin Katumba Mwanke** s'est imposé de plus en plus dans le cercle restreint autour de Kabila et en juin 2010, il s'y retrouve seul. Il gère les réseaux parallèles autour du Président où les décisions d'État sont prises. Aucune personne n'arrive à voir le Président, aucun document n'est déposé sur son bureau sans l'aval de Katumba Mwanke. Il est le *King Maker* dans les coulisses, l'homme avec la clé de la caisse aussi. Certains médias commencent à le baptiser le « Raspoutine » de Kabila. Le 12 février 2012, Katumba Mwanke meurt dans un crash d'avion à l'aéroport de Bukavu.

Katumba Mwanke est décédé pendant une crise profonde du régime : moins de trois mois après les élections contestées du 29 novembre 2011.

Deux mois plus tard, Joseph Kabila a installé un gouvernement technocrate, avec le ministre des Finances sortant **Augustin Matata Ponyo** comme Premier ministre. Matata Ponyo était considéré par l'opinion publique congolaise et internationale comme un technicien financier, auteur des quelques succès macro-économiques du gouvernement Muzito. Son équipe était constituée de ministres avec un profil politique assez bas (il y avait quelques exceptions comme Lambert Mende et Raymond Tshibanda). Début

octobre 2013, après les Concertations Nationales, le Président Kabila annonce l'installation d'un gouvernement de cohésion nationale. Mais la cohésion nationale reste apparemment difficile à trouver parce qu'au moment où nous écrivons ces mots, presque quatorze mois plus tard, ce gouvernement n'est pas encore installé.

#### **4 – Gestion politique du Congo après la mort de Katumba Mwanke**

*Augustin Katumba Mwanke* occupait un espace tellement gigantesque dans le fonctionnement de l'État congolais que sa mort a laissé un vide seulement comparable au cratère d'impact d'une météorite : il a transformé le paysage politique entier. Presque trois ans après la mort de Katumba Mwanke, j'ose dire que le « Raspoutine » de Kabila n'a pas eu de successeur. Le Président lui-même a saisi cette opportunité pour croître dans son rôle, en donnant un poids plus important à sa famille.

Le gouvernement installé après les élections de novembre 2011 doit sa crédibilité au fait qu'il est technocratique et rajeuni, incarné par deux individus : le Premier ministre Augustin Matata Ponyo et le président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku Ndjalanjoko.

*Augustin Matata Ponyo* est originaire de la province du Maniema. Le fait qu'il soit devenu Premier ministre en 2012 a été bien reçu par la communauté internationale, mais sa nomination a causé beaucoup de frustrations dans les rangs du PPRD (Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie), d'abord parce qu'il a été honoré par la fonction dont certains autres pensaient qu'elle leur revenait de droit, mais aussi parce qu'il a adhéré au parti relativement tard. La confiance n'a pas augmenté quand il a introduit des nouveaux mécanismes de gestion financière et de contrôle dans le fonctionnement du gouvernement et de l'administration, ce qui a considérablement réduit la marge de mauvaise gestion de la classe politique. En tant que Premier ministre, il aime se référer au fait qu'il a le soutien des partenaires internationaux de la RDC, mais ces mêmes partenaires internationaux se rendent compte que Matata ne maîtrise que les domaines qui sont techniquement les siens (un diplomate de premier plan disait : « *Il se comporte comme le secrétaire général du gouvernement* »), et que toutes les autres questions sont gérées directement par la présidence. Il préside un Conseil des ministres qui ne se réunit presque jamais. Matata veut rester Premier ministre du gouvernement de cohésion nationale et verrait cette fonction comme une bonne plate-forme de lancement pour succéder à Kabila.

*Aubin Minaku* a fait son parcours à l'intérieur du parti. Il est originaire du Bandundu et est considéré comme un des meilleurs élèves dans la classe de Katumba Mwanke. Il était parmi les frustrés quand Kabila avait nommé Matata Premier ministre en 2012, mais le fait qu'il ait obtenu la fonction de président de l'Assemblée nationale a été considéré comme une compensation de taille et un endroit tout à fait stratégique dans l'univers politique congolais. Début 2014, la plupart des personnes du cercle le plus proche de Kabila estimaient qu'Aubin Minaku disposait à ce moment-là du meilleur accès au Président Kabila, et beaucoup de gens en tiraient la conclusion qu'il pourrait être en *pole position* pour le statut d'éventuel dauphin. Aujourd'hui, la situation a changé. Dans aucune de ses fonctions actuelles, Minaku n'a été capable d'impressionner le chef de l'État. En tant que président de l'Assemblée nationale, il n'a pas été capable de mobiliser une majorité des 2/3 pour réviser la Constitution. Il est co-organisateur des Concertations

Nationales (responsabilité qu'il partage avec Kengo wa Dondo), mais cette dynamique n'a pas abouti puisque le gouvernement de cohésion nationale n'a pas (encore) été installé. En tant que secrétaire général de la Majorité Présidentielle, il n'a pas pu empêcher les premières fissures dans cette majorité : les premières « dissidences » ouvertes contre une éventuelle révision de la Constitution ont bel et bien commencé. Aujourd'hui, Aubin Minaku n'est plus en *pole position*.

Depuis la désintégration de l'équipe autour de Kabila (Samba Kaputo, Vital Kamerhe, John Numbi et Katumba Mwanke), la gestion du pays et la prise de décisions sont devenues des pratiques de moins en moins collectives. Beaucoup d'acteurs congolais proches de Kabila m'ont dit que, depuis la mort de Katumba Mwanke en février 2012, Kabila est devenu un navire sans boussole, un bateau ivre. En même temps, Kabila a grandi dans son rôle et il traite beaucoup de dossiers par des lignes de commandement directes avec les personnes qui gèrent ces dossiers et qui ne sont pas des membres du gouvernement.

Quelques exemples :

- ➔ Les relations avec la Chine sont très importantes pour la RDC et géré par **Moise Ekanga**, une étoile montante dans la galaxie Kabila.
- ➔ Les relations avec l'Angola sont gérées par **Antoine Ghonda Mangalibi**, né en Belgique mais originaire de la province du Bas-Congo.
- ➔ Les deux personnes-clé pour Kabila dans l'armée sont les généraux **Gabriel Amisi** (surnommé Tango Fort) et **François Olenga**, tous les deux originaires de la province du Maniema. Nous reviendrons plus tard sur l'armée.
- ➔ Les élections restent dans les mains de l'**Abbé Apollinaire Malumalu** (Nande de Butembo), qui a organisé les élections historiques de 2006. Malumalu est considéré comme une des très rares personnes en RDC qui soient capables de mener à bien un processus électoral dans un pays aussi complexe que la RDC. Progressivement, il a perdu son aura d'acteur indépendant venant de la société civile, à cause de son rapprochement avec le camp Kabila. Personnellement, je suis convaincu qu'il y aura des limites claires à la loyauté de Malumalu à Kabila. La notoriété avec laquelle il s'est sorti de l'organisation des élections de 2006 est la garantie d'une carrière internationale au-delà du règne de Kabila, et Malumalu ne va pas la mettre en jeu en se limitant au rôle de simple exécutant qui obéit aux ordres de son chef, comme c'était le cas avec Mulunda Ngoy.

## 5 – La dimension régionale du régime Kabila

Le Président **Joseph Kabila** a succédé à son père qui avait mené une lutte de libération de plusieurs décennies et qui a été soutenu par des dynamiques rwandaises et ougandaises. **Laurent-Désiré Kabila** était originaire du Nord-Katanga et faisait partie de la communauté des Balubakat (les Baluba du Katanga). La mère de Joseph Kabila, **Sifa Mahanya**, est originaire de la province du Maniema. Pendant les décennies de sa lutte, Kabila Père a pu maintenir une modeste zone libérée dans la région de Fizi et Baraka, au sud de la province du Sud-Kivu, à la frontière avec sa province d'origine du Katanga.

Le régime du père et du fils Kabila a toujours été perçu par les Congolais comme un régime swahilophone venant de l'est du pays : le Katanga, le Kivu historique (les provinces Nord et Sud-Kivu), et une partie de la province orientale, où les mondes swahilophone et lingalophone se rencontrent.

Dans la capitale Kinshasa et dans les autres provinces de l'ouest du pays, le régime a des difficultés à trouver des assises.

A Kinshasa, les deux forces politiques qui ont une force de mobilisation considérable sont :

- ➔ L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (**UDPS**), présidée par le leader d'opposition historique **Etienne Tshisekedi**, qui a commencé son combat à la fin des années 1970 contre Mobutu et qui est arrivé deuxième lors des élections présidentielles de 2011. L'UDPS est aussi très forte dans les deux provinces du Kasai occidental et oriental, qui sont majoritairement Luba, le groupe ethnique de Tshisekedi.
- ➔ La deuxième force importante à Kinshasa avec une grande capacité de mobilisation est le Parti Unifié Lumumbiste (**PALU**) qui s'auto-déclare héritier direct du patrimoine politique du héros de l'indépendance Patrice Eméry Lumumba. Le leader historique du PALU, **Antoine Gizenga**, a été vice-Premier ministre dans le gouvernement de Lumumba. Après les élections de 2006, il est devenu Premier ministre. En octobre 2008, Gizenga a été remplacé à la primature par un autre ministre du PALU, **Adolphe Muzito**. Jusqu'aujourd'hui le PALU fait partie de la coalition au pouvoir. Une grande partie de la base électorale du PALU en dehors de Kinshasa se trouve dans la province du Bandundu.
- ➔ La province de l'Équateur reste historiquement le bastion de l'ancien régime de feu le Président Mobutu. Son ancien Premier ministre – à plusieurs reprises – **Léon Kengo wa Dondo**, y garde sa popularité, ainsi que **Nzanga Mobutu**, le fils du Guide Suprême.
- ➔ Un élément très important pour la province de l'Équateur, la ville de Kinshasa et l'ouest du pays dans son ensemble est l'éventuel retour de **Jean-Pierre Bemba**. En 2008, il a été arrêté et envoyé à la CPI, accusé de crimes contre l'humanité dans le conflit en République de Centrafrique. Nous savons maintenant qu'il n'y a pas beaucoup d'éléments concrets sur la base desquels Bemba pourrait être condamné à la CPI. Il ne peut pas être exclu que Bemba revienne sur la scène congolaise à un moment donné du cycle électoral à venir. Il est fort probable qu'il accédera rapidement à son ancien statut d'icône anti-kabiliste avec une capacité de mobilisation non négligeable.
- ➔ Kinshasa reste un environnement très imprévisible avec une explosivité considérable. Les masses populaires dans la capitale se sentent de plus en plus déconnectées du monde des politiciens. La population voit la classe politique comme des gens qui font de la politique pour se créer des opportunités pour eux-mêmes, leur famille, leur clan, leur province et gagner beaucoup d'argent. La population ne fait aucune distinction entre la majorité et l'opposition. Les gens à la base sont frustrés et fâchés parce que leurs conditions de vie ne se sont pas beaucoup améliorées pendant la Troisième République.



Kabila a été élu en 2006 et réélu en 2011 grâce à sa domination à l'est du pays. Au Nord et Sud-Kivu, nous avons déjà constaté que son monopole dans le cœur de l'électeur de 2006 avait été brisé par l'apparition de **Vital Kamerhe** comme opposant. Pendant sa campagne en 2011, pendant les élections et pendant son voyage au Nord et au Sud-Kivu en février 2014, Vital Kamerhe a fait preuve d'une capacité de mobilisation très importante dans ces deux provinces.

Une autre donnée importante est la « dissidence » du parti MSR dans la Majorité Présidentielle. Le MSR est un parti qui s'est cristallisé sur la dynamique de la société civile partout dans le pays mais surtout à l'est. Si la rupture entre Kabila et le MSR se confirme, elle coûtera beaucoup de voix au régime.

Kabila est en train de perdre ces endroits hautement stratégiques et indispensables. Les massacres des dernières semaines à Beni ne font que renforcer l'impopularité du Président et du régime.

Il est important de savoir qu'il y a une certaine rivalité et concurrence entre les cercles sud-kivutiens et katangais autour du Président.

Le bastion du président Kabila qui reste intact est le Maniema en tant que province d'origine de sa mère Mama Sifa, du Premier ministre Matata Ponyo et des généraux Denis Kalume, François Olenga et Gabriel Amisi.

## **6 – La problématique intra-katangaïse**

Joseph Kabila est originaire du Katanga. À travers son père, il fait partie de la communauté des Balubakat.

Le Katanga est une province complexe, riche en minerais et beaucoup plus industrialisée que le reste du pays. Mais, le Katanga demeure une province d'**inégalités énormes**. En dehors des grandes villes qui se situent autour des sites miniers et sur les grands axes routiers, la province du Katanga est sous-développée. Le nord de la province, notamment, connaît une léthargie et un enclavement pour lesquels la population blâme ses propres leaders : malgré le fait qu'ils sont aux responsabilités depuis l'arrivée au pouvoir de Laurent Kabila, ils ont oublié leurs origines.

Une autre particularité du Katanga est un **courant de fond indépendantiste**. Moins de deux semaines après l'indépendance de la République démocratique du Congo, le leader katangais Moïse Tshombe a déclaré unilatéralement l'indépendance de sa province le 11 juillet 1960. La sécession katangaïse s'est réalisée sous l'impulsion des milieux d'affaires pro-occidentaux (et notamment belges). L'État du Katanga a finalement été réuni de force au Congo trois ans plus tard, avec la participation des troupes de l'ONU. Depuis lors, ce courant de fond indépendantiste est resté présent dans le cœur de beaucoup de Katangais, dans toutes les couches sociales de la province. À l'heure actuelle, la manifestation publique la plus importante de ce courant est l'existence d'un groupe armé qui s'appelle **Bakata Katanga**, les Coupeurs du Katanga.

Au-delà de la question indépendantiste, la province est traditionnellement demandeuse de plus d'autonomie à travers la décentralisation : les Katangais trouvent que, s'il y a des choses qui ne marchent pas bien dans la province, c'est à cause de Kinshasa. Le Katanga souhaite donc une accélération du **processus de décentralisation** comme prévu dans la

Constitution, y compris (et surtout) l'application de la clé de répartition 60/40 des ressources de la province. Cette formule stipule que 40 % des ressources de la province restent sur place et sont investies dans le développement de la province-même.

En revanche, le nouveau *découpage des provinces* est entièrement rejeté au Katanga. Selon la Constitution, chacune des onze provinces doit être divisée en nouvelles entités plus petites (26 nouvelles provinces au total pour l'entièreté du territoire congolais). Au Katanga, la sensibilité du sujet est même explosive en raison notamment des inégalités dans la province. Si on divise réellement le Katanga en quatre « provincettes » comme prévu (Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganika et Luluaba), beaucoup de leaders du Nord-Katanga, Balubakat en particulier, perdront une grande partie de leur contrôle actuel sur les ressources, le commerce et le trafic au Sud-Katanga.

Les tensions et les contradictions intra-katangaises se sont atténuées depuis l'arrivée du gouverneur actuel *Moïse Katumbi Chapwe* en mars 2007. Katumbi est un entrepreneur à succès, avec beaucoup de moyens, un bon organisateur. Il a investi dans le développement de sa province et il a réussi à adoucir les antagonismes entre le Nord- et le Sud-Katanga. Katumbi lui-même a, à travers sa mère, des origines Bemba du Sud-Katanga. Son père est juif sépharade de l'île de Rhodes. Il est aimé par la population mais il compte quelques ennemis à cause des rivalités politiques et à cause du fait que certains businessmen katangais trouvent qu'il abuse de sa fonction et de sa popularité pour élargir son empire commercial.

En 2013, le Président Kabila a eu un problème avec sa propre communauté, les Balubakat. En quelques mois, trois Balubakat ont perdu leurs fonctions au plus haut niveau :

- ➔ En mai 2013, *Jean-Claude Masangu Mulongo* termine son dernier mandat à la tête de la Banque Centrale du Congo. Il est remplacé par un Katangais non-mulubakat.
- ➔ En juin 2013, *Daniel Mulunda Ngoy* a perdu la présidence de la CENI après avoir organisé des élections contestées en novembre 2011. Il est remplacé par le Kivutien Malumalu
- ➔ Le 29 décembre 2013, *John Numbi*, suspendu comme chef de la police nationale parce que soupçonné d'être commanditaire de l'assassinat de l'activiste des droits de l'homme Floribert Chebeya en juin 2010, est définitivement remplacé par son intérim, le Général Charles Bisengimana, un Rwandophone du Sud-Kivu.

Le lendemain, le 30 décembre, Kinshasa est réveillée par une série d'incidents attribués aux fidèles d'un prophète auto-proclamé, *Paul-Joseph Mukungubila*, qui est mulubakat. Des sites stratégiques (le bâtiment de la radio et télévision publique, le camp militaire Tshatshi et l'aéroport de Ndjili) sont attaqués par ses supporteurs, et plus tard dans la journée il y a eu des incidents ailleurs dans le pays, surtout à Lubumbashi. Environ 200 personnes y ont trouvé la mort. Ces incidents ont été considérés comme des signaux forts de la frustration au sein de la communauté des Balubakat à l'adresse du Président Kabila.

La manifestation la plus claire du malaise de la communauté des Balubakat est l'existence du groupe armé Bakata Katanga. Il est probable que le groupe armé a été mis en place avec l'aide de certains leaders Balubakat œuvrant au plus haut niveau de l'État. Le nom de *John Numbi* est souvent cité.

Les observateurs de la situation militaire au Katanga présument que depuis mars 2013 le lien entre leadership dans les coulisses et combattants sur le terrain est devenu moins direct. La milice répond de plus en plus à des dynamiques sociales et échappe au contrôle des initiateurs à distance. Ceci est un phénomène que nous avons aussi pu observer dans les Kivus.

Il est remarquable que, partout en RDC, le régime actuel est considéré comme un régime katangais, sauf au Katanga. Cette province, pourtant indispensable lors de ses victoires électorales en 2006 et 2011, est en train de se mobiliser rapidement contre une éventuelle tentative du Président pour porter son mandat au-delà de sa date limite de décembre 2016. Le Nord-Katanga se sent négligé et marginalisé par ses leaders, le Sud-Katanga attribue les avancées dans la province au gouverneur Katumbi et tient Kinshasa (et donc Kabila) responsable pour tout ce qui ne marche pas ou trop lentement.

## **7 – Une armée très hétéroclite**

Le régime actuel en RDC trouve sa genèse dans les deux guerres des années 1990. Dans plusieurs parties du pays, le gouvernement n'a pas encore pu reprendre le contrôle. L'armée congolaise est le produit de plusieurs intégrations peu réussies et de réformes du secteur de la sécurité problématiques. Les officiers congolais sont des individus qui ont soit été formés dans les écoles militaires soit qui ont accumulé leur expérience militaire sans aucune formation préalable dans le maquis, se battant pour ou contre le gouvernement central à Kinshasa. Beaucoup d'entre eux ont fait, au courant des années, des tentatives sérieuses de fournir un minimum d'État de droit dans un contexte post-conflit très complexe. Beaucoup d'autres par contre se sont manifestés comme violeurs, non seulement des droits mais aussi des citoyen(ne)s et font beaucoup plus partie du problème que de la solution. Mais tous les officiers ont évolué dans un contexte où la mauvaise gouvernance était tellement omniprésente qu'on a dû inventer des mots comme « kleptocratie » et « auto-cannibalisme » pour décrire l'État de Mobutu – un patrimoine qu'il s'est avéré très difficile d'abandonner.

L'armée reste très hétérogène du fait de plusieurs vagues d'intégration, chaque fois qu'une nouvelle phase du conflit armé a été conclue avec un nouvel accord de paix impossible à mettre en œuvre. Le défi de transformer les FARDC en une institution véritablement unifiée, disciplinée, transparente et compétente demeure une priorité.

Il y a trois groupes à distinguer parmi les officiers congolais :

- ➔ Il y a la génération des officiers de l'armée de Mobutu, qui ont eu une formation militaire classique, souvent en France ou en Belgique. Ils sont évidemment en train de vieillir. Une partie importante d'entre eux sont originaires de la province de l'Équateur, la base principale du régime de Mobutu.
- ➔ Une grande partie des officiers supérieurs sont d'origine katangaise et leur ascension dans la hiérarchie militaire s'est réalisée sous la présidence des deux Kabila. Ils ont aussi été formés, entre autres, par des alliés du régime (Chine, Angola, Afrique du Sud...).
- ➔ Beaucoup d'officiers n'ont eu aucune ou très peu de formation militaire classique mais sont le produit d'un combat dans des groupes armés divers. Ils viennent de l'est du pays. Une partie importante au sein de ce groupe ont été soldats dans des milices

soutenues par le Rwanda ou l'Ouganda (RCD, CNDP...). Beaucoup d'entre eux ont été formés et entraînés par Kigali ou Kampala.

Il y a une autre distinction importante à faire : à chaque niveau, il y a des officiers qui sont réellement des militaires et qui sont habitués à diriger des opérations et/ou faire des planifications stratégiques. Mais il y a aussi des officiers qui n'ont aucune valeur ajoutée sur le plan militaire et qui utilisent leur position dans la haute hiérarchie militaire pour capter toutes les opportunités affairistes. Bien sûr, il y a beaucoup de zones d'ombre entre les deux catégories.

Le Président Kabila vient de remanier le sommet de son armée en septembre 2014. Malgré les spéculations, il a maintenu le général Didier Etumba comme chef d'État-major général.

La chose la plus frappante à propos du remaniement est que l'armée a une nouvelle structure. Les onze régions militaires (couvrant essentiellement les différentes provinces) ont été regroupées dans trois zones de défense pour stimuler une prise de décisions plus rapide, moins de planification stratégique *ad hoc* et des déploiements plus efficaces.

Quelques conclusions générales :

- ➔ Il y a une nouvelle structure plus centralisée, divisant le pays en trois zones de défense. Ceci doit rationaliser les opérations et rendre les déploiements plus faciles au-delà des frontières provinciales.
- ➔ Nous voyons le retour de plusieurs officiers qui avaient été mis sur la touche pendant la lutte contre le M23 parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des obstacles à un déploiement loyal et efficace de l'armée congolaise. Le cas le plus notoire est celui du général Gabriel Amisi, surnommé Tango Fort, originaire de la province de Maniema et lié par amitié et/ou liens familiaux à la mère de Kabila. Il est nommé commandant de la première zone militaire (couvrant Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu et Équateur)
- ➔ Le fait que plusieurs officiers avec une réputation particulièrement affairiste soient présents dans le haut commandement démontre que le Congo a raté une opportunité d'assainir son armée. La promotion du général Jean-Claude Kifwa (du Katanga) comme commandant de la deuxième zone de défense (Katanga et les deux Kasais) est un bon exemple.
- ➔ Le Congo a également raté l'occasion d'éjecter les officiers supérieurs qui ont été responsables dans le passé de violations des droits de l'homme à grande échelle.
- ➔ Le Katanga et la communauté des Balubakat ont été bien servis dans le remaniement.

Certains observateurs ont expliqué pourquoi ils pensent que Kabila a voulu mettre en place une machinerie de répression, anticipant des éventuelles émeutes liées à la période électorale dans les années à venir. Personnellement, je n'en suis pas convaincu, pour deux raisons :

- ➔ La présence d'affairistes notoires à des endroits stratégiques de premier ordre ne facilite pas du tout le déploiement d'une telle machinerie.

- ➔ Un regard plus poussé sur le nouvel organigramme montre que la plupart des hauts gradés se trouvent face à un autre officier, souvent quelqu'un avec qui ils entretiennent de mauvaises relations ou avec qui ils se retrouvent dans une situation de concurrence. Ceci donne l'impression d'une part d'un système de contrôle et contre-contrôle permanent qui ne rendra pas service à l'efficacité de l'armée.

Kabila a ainsi plutôt essayé de chercher un équilibre entre les différentes pressions entre individus, régions, groupes ethniques et autres antagonismes dans ses réseaux de patronage (y compris des intérêts économiques conflictuels).

## **8 – Atterrissage en douceur du règne de Joseph Kabila ?**

*Joseph Kabila* va vers la fin de son deuxième mandat comme Président de la Troisième République en RDC. Selon la Constitution, il ne peut pas se présenter pour un troisième mandat.

Kabila a trois options :

- ➔ Il respecte la Constitution et il ne se présentera plus. Dans ce cas, le régime doit identifier et préparer un « dauphin ».
- ➔ Il essaye de rester au pouvoir et cherchera un nouveau mandat. Dans ce cas, il faudra une révision de la Constitution. Plusieurs possibilités : on peut changer la Constitution actuelle (en fonction du nombre de mandats ou du mode d'élection du président) ou on adopte carrément une nouvelle Constitution qui nous amènerait à la Quatrième République, en remettant les compteurs à zéro...
- ➔ Il veut rester, il comprend qu'il sera difficile d'obtenir un nouveau mandat et décide de jouer sur le temps : jongler avec le calendrier électoral pour allonger son deuxième mandat.

Je suis parmi les gens qui croient que le président Kabila n'a pas encore choisi. Il a envie de rester mais le pouvoir n'est pas une obsession et il sait que les tentatives pour rester peuvent l'exposer à des risques considérables, y compris pour son intégrité physique.

Il est important de faire la distinction au sein de l'environnement de Kabila entre deux catégories : il y a des gens qui ont un futur post-Kabila sur la base de leurs compétences, une base politique autonome, etc. Et il y a des gens qui n'ont pas un futur propre après le départ éventuel de Kabila parce qu'ils ne sont pas des acteurs autonomes, ils n'ont ni base politique ni de légitimité. Ce sont des gens qui risquent de tout perdre (le pouvoir, l'accès aux moyens...) si Kabila part.

Kabila n'a pas encore décidé ce qu'il veut mais ceci ne signifie pas que nous sommes dans une période d'immobilisme. En avril-mai 2014, nous constatons une grande nervosité et une léthargie dans la caste politique congolaise : tout le monde regardait le chef et le chef ne disait rien. Après, on a vu le lancement de plusieurs ballons d'essai venant des acolytes de Kabila pour tester comment réagirait l'opinion publique nationale et internationale à une éventuelle révision de la Constitution. En juin, le camp pro-révision a accéléré en donnant une impression forte, sûr de lui-même. L'apothéose aurait dû être l'ouverture de la session parlementaire de mi-septembre. Les observateurs s'attendaient à l'installation du gouvernement de cohésion nationale (annoncé depuis un an) et un passage plus ou moins en douceur de la proposition de réviser la Constitution. Mais le

gouvernement de cohésion nationale n'a pas été installé et le Parlement a enlevé la proposition de son agenda.

L'opportunité pour la révision de la Constitution semble, au moins temporairement, derrière nous parce que le camp des gens qui s'opposent est en train de grandir : non seulement l'opposition radicale est contre, mais l'opposition républicaine et loyale autour de Kengo wa Dondo a changé de ton en raison de la non-installation du nouveau gouvernement au sein duquel ils avaient espéré être présents. Des voix importantes dans l'opinion publique congolaise (telles que l'église catholique, la société civile...) ont confirmé et renforcé leur opposition à une révision. Et surtout, le nombre de voix qui s'expriment au sein de la majorité présidentielle contre la révision et la pérennisation du règne de Kabila est en train de grandir chaque jour. Le Mouvement Social pour le Renouveau de Pierre Lumbi a pris le devant et l'impopularité de Kabila au Katanga et au Sud et au Nord-Kivu semble atteindre des records. Ces sondages n'ont peut-être une grande signification et le phénomène n'est peut-être pas irréversible pour Kabila, mais il arrive à un moment vulnérable où son camp est en désintégration.

Kabila ne veut pas rester à tout prix au pouvoir. Il sait que, s'il le quitte, il aura sa page d'or dans les manuels d'histoire comme chef d'État d'un des pays les plus complexes au monde qui a mis fin à la guerre, qui a guidé le pays dans ses premiers pas vers la démocratisation et qui a finalement respecté la Constitution sur laquelle il devait veiller. Il sait qu'il est encore jeune et qu'il peut encore jouer un rôle important sur la scène internationale (comme médiateur dans d'autres conflits ou en dirigeant une institution internationale par exemple), tout en restant influant dans les coulisses au Congo-même.

Joseph Kabila est probablement prêt à envisager un départ, mais il aura besoin de garanties à plusieurs niveaux :

- ➔ Il voudra bien évidemment des garanties pour sa sécurité physique et celle de sa famille biologique ;
- ➔ Il n'a pas envie d'être poursuivi par la justice congolaise ou internationale ;
- ➔ Il voudra des garanties selon lesquelles on ne touchera pas aux biens et aux moyens financiers acquis pendant sa présidence ;
- ➔ Il a envie de continuer à vivre en RDC ;
- ➔ Il pourrait exiger certaines garanties pour la suite de la carrière politique de Jaynet et Zoe Kabila.

Pendant mes enquêtes en mars-avril, j'ai noté une liste invraisemblable de gens qui étaient considérés (ou qui se considéraient eux-mêmes) comme candidats valables pour succéder à Kabila. En novembre, beaucoup de regards se focalisaient sur une seule personne, le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi.

Il a une aura d'homme d'affaires prospère, excellent manager, et organisateur efficace. Il a la réputation d'être généreux et rassembleur. Il a des moyens financiers et l'image publique pour une grande campagne. Il a aussi des désavantages : son origine juive et blanche sera sans aucun doute utilisée contre lui et il y a des zones d'ombre dans son passé commercial. Il ne semble pas être la personnalité la plus forte et il lui manque aussi un background intellectuel solide. Sa relation avec la famille présidentielle actuelle n'est pas bonne, il y a une grande méfiance, même s'il y a des changements positifs récents. Pendant que je faisais mes recherches au Katanga (début novembre), Katumbi était absent

depuis six semaines pour se faire soigner à Londres, pour purifier son corps des dernières traces d'intoxication par l'arsenic à cause d'un empoisonnement en 2011. Mais Katumbi est aujourd'hui considéré comme l'un des rares hommes politiques, peut-être le seul, qui est capable de mobiliser un nombre impressionnant d'électeurs dans les onze provinces du pays. Tout comme le président Kabila lui-même, le gouverneur Katumbi n'a pas encore exprimé ses intentions pour 2016.

Il n'est pas exclu qu'on aille vers une reconfiguration du paysage politique congolais, au-delà des schémas actuels de majorité/opposition.

Un homme comme *Moïse Katumbi* jouera certainement un grand rôle. Il fait partie du pouvoir mais n'a jamais été un collaborateur ni un ami intime du Président, et encore moins un apparatchik du PPRD.

Des gens comme *Lumbi* joueront un rôle important : Lumbi est un collaborateur direct du Président et allié loyal mais pas aveugle dans sa majorité, et il a pris ouvertement distance vis-à-vis des tentatives de pérenniser le règne de Kabila. Il pourra être suivi par des politiciens comme *Olivier Kamitatu* (ARC) et *Modeste Bahati* (AFDC).

Dans l'opposition, une personnalité comme *Vital Kamerhe* a une position stratégique. Depuis 2010 il est un leader de l'opposition et troisième dans les élections présidentielles de 2011. Malgré sa rupture avec Kabila, il a gardé des bons contacts avec beaucoup d'acteurs-clé dans l'environnement de Kabila, y compris dans la famille présidentielle.

Ce sont des gens autour desquels une nouvelle dynamique pourrait se créer. Ils devront s'allier à des leaders venant d'autres provinces parce que le Congo reste l'amalgame d'une multitude de microcosmes.

Beaucoup dépendra d'un dialogue franc mais discret avec le Président Kabila, et il faudra gérer la capacité de nuisance de son entourage. Chaque changement dans un État aussi vulnérable que l'État congolais amènera une instabilité importante, voire même un risque d'implosion, surtout à un moment où les problèmes des groupes armés à l'est du pays sont en train de réapparaître.